

Nouvelles locales du jeudi 09 décembre 2010

@rib News, 09/12/2010 | SĂ©curitĂ©- Un responsable de la mosquĂ©e de Buyenzi a Ă©tĂ© assassinĂ© ce matin vers 5 heures alors qu'Ă©tĂ© se rendait Ă© la mosquĂ©e diriger la messe du matin. La population de Buyenzi dit que ce crime est liĂ© au manque des force de sĂ©curitĂ© en suffisance dans la commune et surtout des coupures d'Ă©lectricitĂ© de chaque jour. Cheick Hamza Congera a Ă©tĂ© touchĂ© par trois balles dont une dans la tĂ©te, comme l'Ă©tĂ© soulignĂ© le tĂ©moin. (Rtnb/Bonesha/Isanganiro/Rpa)

- Selon l'Ă©tĂ© administrateur communal de Buyenzi Cheick Idi Radjabu Kabano, les mobiles de cet assassinat ne sont pas encore connus mais il attend les rĂ©sultats des enquĂ©tes qui ont Ă©tĂ© ouvertes par la police de la mairie de Bujumbura. (Rtnb)- Selon le porte parole du parti UPD-Zigamibanga Chovineau Mugwengezo, il s'Ă©tĂ© agit d'Ă©tĂ© un assassinat prĂ©mĂ©ditĂ© visant l'Ă©limination des membres des partis d'Ă©tĂ© opposition, surtout ceux de l'Ă©tĂ© UPD-Zigamibanga. (Bonesha)- Le port de la communautĂ© islamique du Burundi rejette en bloc ces accusations des partis d'Ă©tĂ© opposition. Cependant il ne donne pas beaucoup de dĂ©tails et dit que seule la justice va dĂ©terminer qui sont les vĂ©ritables assassins. (Bonesha) Droit de l'Ă©tĂ© Homme- Le vice-prĂ©sident du ComitĂ© de Protection des Journalistes demande la libĂ©ration du directeur du journal en ligne Net Presse Jean Claude Kavumbagu d'Ă©tĂ© tenu depuis le mois de juillet de cette annĂ©e. Selon Robert Mahoney, il est inadmissible que Kavumbagu reste en prison un jour de plus alors qu'Ă©tĂ© il est accusĂ© injustement selon la loi burundaise. (Rpa/Rtnb/Isanganiro/Bonesha)- Le vice-prĂ©sident du CPJ Robert Mahoney trouve aussi non fondĂ©e l'Ă©tĂ© idĂ©e de Kajandi fermer les radios privĂ©es du Burundi. Selon lui, il faut que les journalistes privĂ©s travaillent et aient des facilitĂ©s de travailler comme les autres au lieu de les empĂ©cher Ă© travailler car ils ont aussi leur contribution dans le pays. (Rpa)- La sociĂ©tĂ© civile burundaise regrette que la justice traîne les pieds pour mettre Ă© jour la vĂ©ritĂ© sur l'Ă©tĂ© assassinat de Manir ancien vice-prĂ©sident de l'Ă©tĂ© OLUCOME. Selon le prĂ©sident de l'Ă©tĂ© APRODH Pierre Claver Mbonimpa presque tous les tĂ©moin ont Ă©tĂ© Ă©liminĂ©s un a un pour que les enquĂ©tes soient rendus impossibles. Il ajoute que mĂ©me ceux qui ne sont pas Ă©liminĂ©s sont filĂ©s et localisĂ©s partout par des inconnus armĂ©s de fusils. (Rpa/Bonesha) | SantĂ©- Une femme de la zone Kiyenzi Ă© Kanyosha a accouchĂ© de deux cailloux ce matin dans un dispensaire appartenant aux sĂ©urs de la congrĂ©gation Bene Mukama Ă© Bujumbura. Selon la titulaire de ce centre de santĂ©, des cas pareils arrivent souvent et sont liĂ©s aux croyances et aux sorcelleries. SĂ©ur Florida Nizigiyomana souligne que des tels cas sont faciles Ă© lutter surtout quand on se confie Ă© la priĂ©re de chaque jour. (Rpa) | Mal Gouvernance- La sociĂ©tĂ© civile burundaise d'Ă©plore que de hauts cadres du gouvernement soient souvent citĂ©s dans des actes de corruption Ă© grande Ă©chelle sans pour autant Ă©tre inquiĂ©tĂ©s. Dans une confĂ©rence animĂ©e par 11 organisations de la sociĂ©tĂ© civile burundaises, il a Ă©tĂ© rappelĂ© que la corruption fait entendre alors que le prĂ©sident de la RĂ©publique avait pourtant dĂ©clarĂ© que d'Ă©sormais la corruption allait finir une fĂ© pour toute. (Rpa)- Des dossiers de corruption Ă© grande Ă©chelles sont Ă© la Une ces derniers jours au Burundi, selon un responsable de la sociĂ©tĂ© civile au Burundi. Des dossiers les plus rĂ©cents rapportent que le ministĂ©re de la DĂ©fense et des Anciens combattants vient de perdre plus de 4 milliard de franc burundais, soit 4 million de dollars suite Ă© une affaire de surfacturation dans le paiement des Ă©quipements militaires que le gouvernement burundais venait de s'Ă©tĂ© acquĂ©rir auprĂ©s d'Ă©tĂ© une compagnie de l'Ă©tĂ© Ukraine. (Bonesha)- Un autre dossier de corruption Ă© grande Ă©chelle c'Ă©tĂ© est la fait c'Ă© justice burundaise venait d'Ă©tĂ© acquitter certaines personnes accusĂ©es de dĂ©tournements et de malversations Ă©conomiques. Selon les responsables de la sociĂ©tĂ© civile burundaise, ces personnes accusĂ©es par la justice burundaise, aprĂ©s condamnation par la Cour anticorruption arrivent mĂ©me Ă© retrouver de la confiance du prĂ©sident de la RĂ©publique pour d'Ă©crocher des nominations aux postes de responsabilitĂ©. (Bonesha)